

Atelier de restitution des cahiers de l'espoir et des exigences citoyennes

L'atelier de restitution des cahiers de l'espoir et des exigences citoyennes a eu lieu le samedi 16 mars au cinéma le Méliès à Montreuil, réunissant **une quarantaine de citoyennes et citoyens**. Parmi les présents, **une grande majorité d'entre eux vit à Montreuil depuis plus d'une vingtaine d'années**. Certains sont mêmes nés à Montreuil et y ont vécu toute leur vie. Quelques néo-montreuillois (4 personnes) sont également présents.

Environ un tiers des présents a contribué à la rédaction des cahiers de l'espoir et des exigences citoyennes mis à disposition dans différents lieux de la ville dans le cadre du grand débat national. Une représentante associative, présente le 16 mars, a pu présenter la contribution collective des familles et associations sur le sujet du handicap.

Par ailleurs, **une dizaine de participants a pris part à un événement organisé dans le cadre du grand débat national, notamment des réunions d'initiatives locales** dans des villes limitrophes de Montreuil. Six personnes ont déposé une contribution sur la plateforme nationale *granddebat.fr*.

Pour rappel les principales thématiques traitées dans ces cahiers sont les suivantes : la fiscalité et la justice fiscale, les mesures en faveur du pouvoir d'achat, les mesures accélérant la transition écologique, les mesures de réforme démocratique, et les mesures visant à améliorer la qualité du service public.

L'atelier s'est organisé en trois temps :

1. Un temps d'ouverture politique par le Maire de la ville Patrice Bessac et une présentation synthétique des cahiers de l'espoir par Tania Assouline, adjointe à la démocratie locale et à la vie des quartiers ;
2. Un temps d'appropriation par les citoyens présents de la synthèse des cahiers de l'espoir et de priorisation des propositions « coups de cœur » à mettre en avant ;
3. Un temps d'identification des oublis et d'élaboration de nouvelles propositions dans le cadre de la contribution montreuilloise au grand débat.

Coups de cœurs des participants à la synthèse des cahiers de l'espoir

Les citoyens présents ont relevé comme contributions prioritaires des montreuillois le besoin d'une **fiscalité plus juste**, dont le poids serait mieux réparti entre les plus riches et le reste de la population. Les participants trouvent que l'impôt pèse de plus en plus sur les classes sociales populaires et moyennes, alors que **les classes sociales les plus aisées s'accommodent d'un impôt dont ils**

parviennent à s'exonérer de différentes façons (optimisation, évasion fiscale, fraude fiscale etc.). L'Etat doit donc lutter contre l'évasion fiscale, et taxer lourdement les actionnaires. Enfin pour que tout le monde paye à la hauteur de ses moyens, les participants proposent d'**augmenter le nombre de tranches d'imposition**.

Concernant le pouvoir d'achat, les citoyens présents mettent en avant la proposition de **revaloriser les salaires pour les acteurs de santé et de l'éducation, ainsi que pour les fonctionnaires**, notamment **ceux en lien direct avec les usagers**. Le renforcement du service public doit se faire en direction des administrés et doit se penser de manière équitable sur le territoire français (attention forte pour les territoires ruraux).

Sur la thématique de la république et de la démocratie, les participants souhaitent une **simplification de l'administration et une réduction des différentes strates administratives et politiques**. L'échelon communal doit récupérer plus de pouvoir, car c'est celui qui est le plus en proximité avec les administrés. Les citoyens présents ont débattu de l'écriture d'une **nouvelle constitution** pour notre pays ; certains y sont très favorables et proposent d'intégrer des citoyens tirés au sort dans l'écriture de cette nouvelle constitution, d'autres souhaitent commencer par améliorer la constitution existante et les outils actuels de la 5^{ème} République. Le mode de vie des grands élus, et leurs privilèges financiers et matériels sont vivement critiqués : « **il faut abolir les privilèges des grands élus, et reprendre cet argent pour la fonction publique sanitaire et éducative** ». Le manque de représentativité des élus actuels est rappelé. Les citoyens présents témoignent de leurs **craintes de l'éloignement de la décision** avec le transfert de compétences aux intercommunalités, aux EPTS (Etablissement publics territoriaux) et aux métropoles. **Le besoin de rapprocher les citoyens du système démocratique et de la prise de décision ressort fortement**. Les citoyens présents notent la **difficulté de « faire participer » le plus grand nombre à la prise de décision, et notamment les « exclus » du débat public** à l'échelle d'un quartier ou d'une commune : qu'est-ce qu'il en sera quand l'ensemble des décisions publiques se prendront à l'échelle intercommunale ou métropolitaine ? **La demande de participation citoyenne aux décisions publiques et à l'élaboration des politiques publiques est forte**, notamment sur les grands enjeux de société comme les sujets abordés ce matin : fiscalité et justice sociale, pouvoir d'achat, transition écologique, république et démocratie. Les modalités de participation évoquées sont le **référendum d'initiative citoyenne** aux échelons locaux comme nationaux, avec la possibilité de **coupler les votes référendaires à d'autres élections**.

Les manques et les nouvelles propositions pour enrichir la contribution montreuilloise

Les citoyens présents souhaitent ajouter comme nouvelle proposition à ce stade absente de la synthèse des cahiers de l'espoir, la **reconnaissance du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers**. Une proposition du groupe est également la **lutte contre la précarité et la pauvreté**, avec l'objectif de ne plus avoir demain de SDF dans les rues. Les pouvoirs publics, Etat comme collectivités, se doivent de soutenir les associations qui viennent en aide à ces populations.

Les participants soulignent l'urgence à **garantir l'accès aux services publics, et particulièrement un service public de qualité**. Un débat s'est ouvert sur la question de la sous-traitance par le public au privé, avec l'objectif d'une **meilleure transparence de la délégation et de la sous-traitance au secteur**

privé et l'instauration de clauses de « mieux disant » sur la qualité du service rendu, les critères environnementaux. Les participants soulignent aussi la nécessité d'éviter d'avoir recours à des prestataires quand c'est possible pour assurer les services publics. **L'Etat et les collectivités ne peuvent pas se désengager de certains domaines comme celui des prisons, des hôpitaux, des écoles.**

Les participants proposent de ne pas forcément augmenter le pouvoir d'achat des citoyens par une augmentation des salaires mais plutôt **développer les services publics sur tout ce qui relève de l'indispensable : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation, transports.** Ainsi, l'objectif ne serait pas de gagner plus mais de garantir à tous les besoins primaires comme se loger, se soigner, se nourrir.

Concernant la thématique de la transition écologique, **les participants souhaitent réduire l'agriculture intensive en réfléchissant aux conditions d'élevage et de production agricole**, pour une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement. La proposition d'accompagner les ménages pour réduire les consommations énergétiques est aussi mise en avant, ainsi que celle de la performance énergétiques des bâtiments.

Les participants souhaitent aussi que le gouvernement réduise **les inégalités territoriales**, en portant notamment une attention aux territoires ruraux qui aujourd'hui souffrent d'une désertification des services publics.